

Ville de Carnac
Place Christian Bonnet
BP 80 – 56341 CARNAC Cedex
Tel : 02.97.52.06.86

Marché à procédure formalisée
Articles R.2161-1 à 5 du code de la
commande publique

Marché de travaux

Règlement de Consultation

Marché n°25T07
Travaux de construction du Musée de Carnac
25 lots

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 25 juillet 2025 à 12h00



Les lots 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23 et 24 sont passés en procédure adaptée
en application de l'article R.2123-1 du code de la commande publique



Les lots 1, 2, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, et 14 font l'objet d'une clause d'insertion sociale
(cf. article 2.4)

L'ESSENTIEL DE LA PROCEDURE

Objet	Travaux de construction du Musée de Carnac
Mode de passation	Procédure formalisée et procédure adaptée pour certains lots
Type de contrat	Marché public
Nombre de lots	25
Délai de validité des offres	180 jours
Forme de groupement	A la signature du marché, groupement conjoint avec mandataire solidaire
Variantes	3 maximum par lot
Prix	Révisables
Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires	Lot 3 : 1 Lot 11 : 4
Clauses sociales	Oui
Clauses environnementales	Oui
Réception	fin février 2028 pour une ouverture au public début mars 2028
Négociation	Non pour les lots passés en procédure formalisée Oui pour les lots passés en procédure adaptée

Table des matières

ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC ET INTERVENANTS	4
1.1 – Maîtrise d’ouvrage.....	4
1.2 – Intervenants.....	4
ARTICLE 2 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	6
2.1 - Objet	6
2.2 Contexte de l’opération.....	6
2.3 Procédure et forme du marché	9
2.4 – Planning prévisionnel de la consultation	12
2.5 - Mesures d’ordre sociales et environnementales	12
2.6 - Visite de site	13
2.7 - Prix	13
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION	13
3.1 - Dossier de consultation.....	13
3.2 - Communication durant la consultation	15
3.3 - Forme juridique du candidat.....	15
3.4 - Interdictions de soumissionner.....	15
ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER CANDIDATURES ET OFFRES	17
4.1 – Candidatures	17
ARTICLE 5 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	20
5.1 - Recevabilité et analyse des candidatures.....	20
5.2 - Analyse des offres	20
ARTICLE 6 – NEGOCIATION	22
ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHE	22
ARTICLE 8 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS	23

ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC ET INTERVENANTS

1.1 – Maîtrise d’ouvrage

Commune de Carnac
Place Christian Bonnet - BP 80
56341 CARNAC Cedex

Tél : 02.97.52.06.86 / Fax : 02.97.52.62.10

Mail : marchespublics@carnac.fr

Adresse Internet : www.carnac.fr

Adresse du profil d’acheteur : www.megalis.bretagne.bzh

L’acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

L’autorité compétente pour signer le présent marché est Monsieur le Maire de Carnac ou son représentant.

1.2 – Intervenants

L’acheteur a confié une mission de bureau de contrôle en qualité de bureau de contrôle du projet :

BUREAU VERITAS

Yann Pilorget

yann.pilorget@bureauveritas.com

L’acheteur a confié une mission de SPS en qualité de SPS du projet :

PROJECTIO BRETAGNE

Pascal Lusseau

a.derrudert@projectio.fr

L’opération est de niveau 1.

L’acheteur a confié une mission de ordonnancement, pilotage, et coordination du chantier en qualité d’OPC de l’opération.

EKIUM SAS

Laurent Bourel

laurent.bourel@ekium.eu

L’acheteur a confié une mission d’assistance à maîtrise d’ouvrage en qualité de programmiste et d’AMO de l’opération.

Kantara

10 rue de Bagnolet

75020 Paris

y.barbeboudhar@kantara.eu

La maîtrise d’œuvre est assurée par le groupement suivant :

PROJECTILES Architecte mandataire et scénographe

139, rue d’Aubervilliers

75019 Paris

01 58 30 82 61

mpc@projectiles.net

COTRAITANTS :

**Cotraitant n°1 : Architecte co-traitant
OCAM ARCHITECTURE**

Adresse : 157 boulevard
Davout 750020 Paris
15 rue Claude Chappe
35510 Cesson-Sévigné
T : 06 64 46 17 40
Email : ocam@ocam-archi.fr
SIRET 893 638 197
00028

Cotraitant n°2 : BET Structure EVP

Adresse : 80 rue du Fbg
Saint Denis - 75010 Paris
T : 01 40 26 15 97
Email : evp@evp-ingenierie.com
SIRET 449 862 358
00032

**Cotraitant n°3 : BET
Fluides**

**HQE, Thermique : ALBERT ET
COMPAGNIE**

Adresse : 99 rue de
Stalingrad 93100
Montreuil
T : 09 50 42 95 16
Email : contact@albert-and-co.fr
SIRET 481 755 650
00019

Cotraitant n°4 : CFO/CFA, SSI ACFI

Adresse : 8 allée Pierre de
Fermat 63170 Aubière
T : 04 73 15 33 10
Email : bet-contact@bet-acfi.fr
SIRET 437 792 435
00020

Cotraitant n°5 : Acousticien ALTIA

Adresse : 5 rue de Cléry
75002 Paris
T : 01 53 00 90 65
Email : altia@altia-acoustique.com

**SIRET 409 616 810 00035Cotraitant
n°6 : Conception multimédia et
audiovisuels - LUNDI8**

Adresse : 102 rue de
Breteuil 13006 Marseille
T : 07 78 25 02 87 –
Email : contact@artisansdidees.com
SIRET : 834 964 884
00029

**Cotraitant n°7 : Graphisme,
signalétique WA75, Laurent Meszaros**

Adresse : 2 rue André
Antoine 75018 Paris
T : 01 53 28 12 40
Email : info@wa75.com
SIRET 433 245 842
00029

**Cotraitant n°8 : Éclairage scénographe
ABRAXAS Concepts**

Adresse : 6 place Henri
Didon – 94110 Arcueil
T : 09 73 61 69 79
Email: direction@abraxasconcepts.com
SIRET : 483 354 932
00020

**Cotraitant n°9 : Paysagiste POLLEN
Paysage**

Adresse : Darwin, 87 Quai
des Queyries 33100
Bordeaux
T : 06 40 97 19 76
Email : contact@pollen-paysages.com
SIRET : 500 774 732
00043

Cotraitant n°10 : Économiste BMF

Adresse : 250 route de
Charavines 38140 Le
Rivier d'Apprieu
T : 04 76 93 46 49
Email: candidatures@bmf-conseil.fr
SIRET : 429 692 668
00016

ARTICLE 2 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux de construction du futur Musée de Carnac. Il s'agit de travaux architecturaux techniques, scénographiques et paysagers et de travaux intérieurs d'aménagement et d'équipement. Le lieu d'exécution est 11, **rue de Poul Person 56340 Carnac**

2.2 Contexte de l'opération

L'actuel musée municipal de Préhistoire, installé dans un ancien presbytère va donc entamer une mue sans précédent, passant d'un parcours permanent de 240 m² à 950 m² dédié essentiellement à la période du néolithique qui a fait et fait toujours la notoriété internationale des mégalithes de Carnac, plus grande concentration au monde de monuments pour cette période. Le musée actuel et ses réserves abritent près de 300 000 objets provenant de 200 sites archéologiques qui sont conservés à Carnac dont 2 500 actuellement sont exposés. **Il est considéré comme le premier musée au monde pour la connaissance des mégalithes.**

Son rôle est essentiel et stratégique dans le dispositif d'inscription en cours des « Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan » au patrimoine Mondial de l'Unesco (dépôt en janvier 2025, réponse à l'été 2025). Si en effet, les alignements de Carnac font l'objet d'une inscription sur la Liste indicative française du Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1996, c'est à présent l'inscription des 519 sites mégalithiques répartis sur 28 communes du Morbihan Sud qui se pose **avec Carnac en épicentre.**

Il s'agit donc véritablement de considérer le futur musée comme un portail des collections et des connaissances sur le territoire. En témoignent les nombreux objets de fouilles qui dépassent la seule commune de Carnac dans les collections exposées et en réserves.



C'est donc un projet neuf qui va naître pour le printemps 2028 en entrée de bourg, sur le site de l'ancienne cantine.

La maîtrise d'œuvre du projet, Projectiles, propose un projet à l'architecture directe, dont la simplicité extérieure ne laisse pas tout de suite transparaître la variété des espaces intérieurs. Les rapports d'échelle au sein du projet, ainsi que les morphologies architecturales sont très contrastés. Le futur musée de Préhistoire développe ainsi deux registres architecturaux caractérisant les entités programmatiques qu'il abrite : la « galerie » et « l'émergence ».

L'emprise totale du musée occupe un rectangle de 64 mètres de longueur (façades Nord et Sud) par 32 mètres de largeur (façades Est et Ouest) et totalise 3 500m² de surfaces de plancher, soit 2 700 m² utiles.



Afin de proposer une intégration juste et équilibrée du projet dans son environnement, la hauteur de la **galerie est limitée à 4 mètres** en développant la construction la plus horizontale possible. **A l'inverse, l'émergence est une réelle verticalité qui affirme son autonomie avec sa hauteur de 15,63 mètres.** L'émergence se distingue fortement dans le tissu urbain et sa toiture est traitée avec le même soin que les façades

L'émergence

Ce grand volume, d'emprise carrée au sol de 23 mètres de côté, se développe sur 15,63 mètres de hauteur. La grande émergence, qui regroupe l'ensemble de la collection, est le moteur du projet architectural du nouveau musée de Carnac. En particulier, c'est la présentation du facsimile à échelle 1/1 de la troisième plus grande stèle gravée (environ 13 mètres de hauteur) de l'alignement de Locmariaquer qui structure l'espace d'exposition, et plus généralement le bâtiment. **Les espaces d'exposition s'enroulent autour de cette œuvre majeure ; le visiteur prend de la hauteur autour de ce menhir à mesure qu'il avance dans le parcours.**

Le musée offre un point de vue inédit sur cet objet sensationnel. Une grande trémie accueille cet objet manifeste qui est visible en contre plongée au RDC, puis frontalement aux étages supérieurs.

Une bande transversale positionnée en interface entre les deux demi-plateaux d'exposition regroupe, tout en les dissociant, l'intégralité des circulations verticales pour le public. Le grand escalier est le moyen d'ascension et de redescente privilégiée des

visiteurs. Il est dédié aux flux montants et aux flux descendants. L'ascenseur associé, accessible directement depuis les paliers protégés de chacun des niveaux est dédié à un nombre plus restreint de visiteurs ; il sert à la montée et à la descente.

La galerie

Cet ensemble programmatique « serpente » autour de deux éléments clés : l'émergence et le jardin pédagogique. Constituée de portiques poteau/poutres en bois lamellé collé, d'épines de façades et de remplissages en façades vitrées et/ou opaques, la galerie s'enroule autour de l'émergence des expositions sur ses façades Nord, Est et Ouest.

Elle s'étend ensuite à l'ouest (vers la rue des Korrigans) pour délimiter un espace extérieur – le jardin pédagogique – qui est entouré d'un déambulateur périphérique en lien avec l'accueil, la boutique, les ateliers pédagogiques et le café. Par ce mouvement d'enroulement, collections et médiation sont ainsi placées au cœur du musée.

La galerie s'interrompt en façade Nord afin de dégager un espace extérieur couvert : le porche d'accès qui mène via un déambulateur couvert et ouvert au hall et à la boutique, au café, aux espaces de médiation et au jardin pédagogique. Un joint creux vitré est mis en œuvre en interface entre la toiture de la galerie et le volume de l'émergence. Cette résolution volumétrique apporte de la lumière naturelle zénithale dans le hall / boutique et la circulation des bureaux et des espaces de logistique générale.



Le programme muséographique et le parcours permanent

Le nom de Carnac détient une puissance d'évocation telle qu'il est devenu LE symbole d'un phénomène historique qui s'entend du Vème au IIIème millénaire avant notre ère, de la Ria d'Etel à la Presqu'île de Rhuys. Mais au-delà de l'irréfutable sentence de Gustave Flaubert « *les pierres de Carnac sont de grosses pierres* », tenter de les faire parler constitue le défi de ce parcours.

Entrer dans le mégalithisme par les alignements de Carnac est simplement un portail, un prétexte à la découverte d'un territoire symbolique aussi puissant que la vallée des rois de Louxor ou la nécropole de Gizeh en Égypte, mais bien plus ancien et pourtant méconnu du grand public. Qui sait que sous la paisible chapelle Saint-Michel dominant Carnac se trouve un des plus vieux tombeaux monumentaux du monde datant de 4700 ans avant notre ère, le Tumulus Saint-Michel ?

Qui devine que près de 12 000 stèles, 150 architectures, 90 tumulus, 200 dolmens à couloir et 158 dalles gravées s'offrent aux visiteurs sur le territoire, et que pas moins de 300 000 objets archéologiques constituent le trésor du Musée de Carnac ?

Celui-ci peut être considéré comme un musée "de site" car il est au cœur des monuments dont sont issues ses collections, à l'extérieur, à ciel ouvert. Le Musée de Carnac invite à imaginer une humanité lointaine qui a vécu sur ces terres et façonné un paysage monumental traversant les siècles. Il invite à voyager, à rêver et à s'interroger... sans avoir toutes les réponses.

Paroles d'archéologues, de (pré)historiens, de passionnés et curieux d'hier et d'aujourd'hui s'expriment sur le phénomène mondial de Carnac.... La voix de la science rappelle à chaque étape du parcours comment, avec les outils de chaque époque, elle cherche à comprendre les traces qu'elle rencontre.

Le parcours doit être envisagé comme un véritable questionnement permanent, une enquête sur un symbole universel que sont les « alignements » et autres architectures monumentales témoins d'un phénomène dont Carnac est devenu l'épicentre, dont nous ne savons pas tout mais que les avancées scientifiques permettent de remettre en contexte.

C'est donc une porte ouverte vers une époque, le Néolithique, à la fois lointain et très proche de nous. Or, derrière les pierres se cachent les femmes, les hommes et les sociétés dans lesquelles tous vivaient mais sans système d'écriture qui nous soit connu et parvenu... les collections ne portent donc pas de traces écrites ressources qui auraient été produites par les acteurs eux-mêmes.

L'archéologie d'aujourd'hui conjugue diverses disciplines (archéo-sciences, sciences sociales et sciences humaines) qui permettent d'éclairer, à partir des archives matérielles, d'approcher une traduction, nécessairement multiple de ce monde perdu et sans texte.

Elle s'appuie sur la méthode scientifique qui permet de construire des questions, des hypothèses (parfois sans réponse) en dépassant nos propres projections culturelles et fantasmatiques. Nous sommes donc un musée à la fois de pré-histoire, un musée de site, un musée de société, un musée d'anthropologie qui invite à découvrir ces sociétés mais aussi la manière dont nous les percevons ou les avons perçues.

Ce parcours vise autant à regarder le passé que questionner notre rapport à un passé sans traces écrites et qui laisse une pleine place à notre imaginaire, au plaisir d'investiguer à partir des objets en eux-mêmes et des hypothèses portées par la science.

2.3 Procédure et forme du marché

Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Dans le cadre des dispositions de l'article R.2123-1 du même code, les lots désignés dans le tableau ci-après sont passés en procédure adaptée.

Allotissement

Lots bâtiments – lots n°1 à 14 et lot n°25

Lot	Désignation	Estimation €/HT	Code CPV	Procédure	Prestation supplémentaire éventuelle	Visite recommandée
1	Gros œuvre, fondations, terrassement	3.300.000 €	45262210-6 45112500-0	Formalisée	Non	Oui
2	Charpente bois, charpente métal	340.000 €	45261100-5	Formalisée	Non	Non
3	Etanchéité	310.000 €	45261420-4	Formalisée	Oui, au nombre de 1	Non
4	Habillage zinc et auvents zinc	105.000 €	45261210-9	Formalisée	Non	Non
5	Menuiseries extérieures acier, ouvrages bois de façade, occultations	1.100.000 €	45421000-4 44220000-8	Formalisée	Non	Non
6	Serrurerie	210.000 €	44316500-3	Formalisée	Non	Non
7	Cloisons, doublages, faux-plafonds	285.000 €	45421141-4 44112300-1	Formalisée	Non	Non
8	Menuiseries intérieures	370.000 €	45421000-4	Formalisée	Non	Non
9	Sols résine, chapes, carrelages	345.000 €	45430000-0 45431000-7	Formalisée	Non	Non
10	Peinture	110.000 €	45442100-8	Formalisée	Non	Non
11	Electricité CFO/CFA	695.000 €	09310000-5	Formalisée	Oui, au nombre de 4	Non
12	CVC – plomberie sanitaire	825.000 €	45332000-3 45332200-5 45332300-6	Formalisée	Non	Non
13	Ascenseurs	95.000 €	45313000-4	Formalisée	Non	Non
14	VRD et aménagements paysagers	480.000 €	45112700-2	Formalisée	Non	Non
25	Maquette de site extérieure	25.000 €	34999400-0	Formalisée	Non	Non

Lots scénographie – lots n°15 à 24

Lot	Désignation	Estimation €/HT	Code CPV	Procédure	Prestation supplémentaire éventuelle	Visite recommandée
15	Cimaises	235.000 €	92521100-0	Adaptée	Non	Non
16	Mobilier boutique, agencement muséographique	405.000 €	39156000-0 39170000-4	Adaptée	Non	Non
17	Vitrines	510.000 €	39171000-1	Adaptée	Non	Non
18	Facsimilés	280.000 €	92311000-7	Adaptée	Non	Non
19	Maquettes	75.000 €	34999400-0	Adaptée	Non	Non
20	Manipulations	20.000 €	44115800-7	Adaptée	Non	Non
21	Soclage	70.000 €	92521100-0	Adaptée	Non	Oui
22	Equipeement audiovisuel (AV) et multimédia (MM)	450.000 €	32321200-1 32322000-6	Formalisée	Non	Non
23	Eclairage scénographique	280.000 €	45311200-2	Adaptée	Non	Non
24	Signalétique, graphisme	190.000 €	79811000-2	Adaptée	Non	Non

Les soumissionnaires peuvent répondre à un ou à plusieurs lots.

Il n'est pas prévu d'attribution d'un nombre maximum de lots pour un même soumissionnaire.

Pour le lot n°22, il est précisé qu'une consultation pour la conception et la production des dispositifs AV/MM est en cours de passation.

Variantes

L'acheteur public n'exige pas la présentation de variantes.

La présentation de variantes à l'initiative du candidat *est autorisée sous réserve du respect des conditions énoncées ci-après et dans une **limite de 3 variantes par lot**.*

Les candidats doivent initialement présenter une proposition de base entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

La proposition d'une offre avec variante sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les candidats présenteront un dossier spécifique « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent.

Ils indiqueront, outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées.

Les éventuelles variantes peuvent concerner les solutions techniques à mettre en œuvre, les dispositions organisationnelles et méthodologiques d'exécution.

Elles ne doivent pas proposer de solutions de niveau de performance inférieur aux exigences formulées dans les différentes pièces constitutives du dossier de consultation.

Les variantes doivent ainsi respecter les exigences minimales suivantes :

- les délais (en référence au planning DCE),
- les caractéristiques techniques des ouvrages et matériaux ou fournitures mis en œuvre,
- les caractéristiques fonctionnelles des ouvrages
- les dispositions à mettre en œuvre pour respecter le bon fonctionnement et la sécurité du site
- la pérennité des ouvrages.

Les adaptations techniques aux principes constructifs prévus au projet pourront être proposées par les candidats dans la mesure où elles ne portent atteinte, ni à l'architecture du projet, ni aux dimensions fonctionnelles et utiles des ouvrages.

Les variantes proposées devront veiller à éviter toute incidence modifiant les obligations contractuelles des autres lots de travaux.

Les propositions en variante devront obligatoirement recevoir conjointement l'aval de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les candidats aux lots n°3 et 11 ont l'obligation de répondre aux PSE suivantes :

- Lot n°3 – étanchéité
 - PSE n°1 : production photovoltaïque en autoconsommation
- Lot n°11 – électricité CFO/CFA
 - PSE n°1 : production photovoltaïque en autoconsommation
 - PSE n°2 : alarme PPMS – confinement
 - PSE n°3 : mise en place d'un groupe électrogène mobile
 - PSE n°4 : système de supervision éclairage de sécurité

Les PSE seront levées ou non au moment de la signature du marché.

2.4 – Planning prévisionnel de la consultation

Remise des offres : 25 juillet 2025 à 12h,

Visite de site recommandée pour les lots 01 et 21 : 1^{er} juillet 2025 (cf. Article 2.6)

Date prévisionnelle de notification du présent marché : octobre 2025

Date prévisionnelle de démarrage de la mission : octobre 2025

2.5 - Mesures d'ordre social et environnemental

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations. A ce titre, il est prévu d'inclure une clause obligatoire d'insertion des publics éloignés de l'emploi conformément aux dispositions des articles L2111-1 à L2112-4 du Code de la Commande Publique.

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la Ville de Carnac en partenariat avec la Fédération des entreprises d'insertion - Bretagne, a mis en place un dispositif spécifique qui doit permettre aux candidats d'être accompagnés par un facilitateur de clause pour la bonne compréhension et la mise en œuvre de l'obligation d'insertion.

Conformément aux articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique applicable au 1^{er} Avril 2019, les entreprises retenues **pour les lots désignés ci-après** doivent réaliser une action d'insertion sociale qui favorise l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cette action d'insertion se traduira par la réservation d'heures de travail.

Le nombre minimum d'heures d'insertion est fixé respectivement à :

<i>Lots</i>		Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser
1	GROS-ŒUVRE - FONDATIONS - TERRASSEMENTS	1900
2	CHARPENTE BOIS - CHARPENTE METAL	180
3	ETANCHEITE	150
05	MENUISERIES EXTERIEURES ACIER - OUVRAGES BOIS DE FACADE - OCCULTATIONS	600
7	CLOISONS/ DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS	200
8	MENUISERIES INTERIEURES	250
9	SOLS RESINE - CHAPES	180
10	PEINTURE	90
11	ELECTRICITE CFO/Cfa	450
12	CVC - PLOMBERIE SANITAIRE	530
14	VRD ET AMENAGEMENTS PAYSAGERS	250

Les modalités pratiques et les conditions spécifiques de mise en œuvre de cette disposition « clause d'insertion sociale » sont précisées à l'article 11.1 du CCAP.

« La clause d'insertion sociale » étant une condition d'exécution du marché, toute offre ne répondant pas à cette exigence sera considérée comme irrégulière.

Il est rappelé que des renseignements concernant cette disposition « clause d'insertion sociale » peuvent être apportés par l'organisme d'accompagnement et de contrôle mandaté par le Maître d'ouvrage, à savoir :

Fédération des Entreprises d'Insertion- Bretagne

Ivan LOUËR 06.22.80.85.49.

i.louer@lesentreprisesdinsertion.org

2.6 - Visite de site

Pour les lots n°1 et 21, une visite de site est fortement recommandée pour prendre en compte l'ensemble des contraintes à appréhender.

La visite sera supervisée par un ou plusieurs représentants de la collectivité compte tenu des restrictions d'accès au site.

2 créneaux de visite sont fixés comme suit :

- Pour le lot 1, le 1^{er} juillet 2025 à 14h, au 11 rue Poulperson, 56340 Carnac
- Pour le lot 21, le 1^{er} juillet 2025 à 10h au Musée de Préhistoire, place Christian Bonnet, 56340 Carnac

Les candidats devront prévenir de leur choix et de leur venue aux adresses suivantes : ma.riou@carnac.fr et marchespublics@carnac.fr.

2.7 - Prix

Le marché de travaux est passé à prix global et forfaitaire, et révisable pour l'ensemble des lots dans les conditions fixées au CCAP.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 - Dossier de consultation

Pour une meilleure compréhension du projet, il est fortement conseillé à chaque candidat de prendre connaissance de l'intégralité du DCE compte tenu notamment des interactions entre certains lots.

Le dossier de consultation, fourni par l'acheteur, est composé :

Intitulé de la pièce	Auteur	Numéro
Règlement de consultation	MAIRIE DE CARNAC	ADMIN_RC
Acte d'engagement (AE), par lot, et ses annexes éventuelles	MAIRIE DE CARNAC	ADMIN_AE
Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots	MAIRIE DE CARNAC	ADMIN_CCAP
Cahier des clauses techniques communes (CCTC) commun à l'ensemble des lots	PROJECTILES / OCAM	CCTC_00
Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), par lot	PROJECTILES / OCAM	CCTP_01 à 25
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), par lot	PROJECTILES / OCAM	DPGF_01 à 25
Pièces graphiques (plans généraux, coupes et élévations générales, carnets de détails, carnets de repérage et plans techniques)	MOE	cf. Liste des pièces
Planning d'exécution prévisionnel	EKIUM	PLANNING
Règlement de chantier	EKIUM	REGLEMENT
Rapport Initial de Contrôle Technique	VERITAS	A_RICT
Plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé	PROJECTIO	A_PGCSPS
Notice acoustique	ALTIA	N_ACOU
Notice Qualité Environnementale du Bâtiment - Simulation Thermique Dynamique	ALBERT & Co	N_QEB-STD
Plan de géomètre de l'état existant du terrain	AG2M	A_GEOM
Dossier de permis de construire	PROJECTILES / OCAM	A_PC
Arrêté d'accord du permis de construire	MAIRIE DE CARNAC	A_PC_ARRETE
Dossier de permis de construire - Avis de la commission de sécurité	PREFECTURE	A_PC_CS
Dossier de permis de construire - Avis de la commission d'accessibilité	PREFECTURE	A_PC_CA
Diagnostic géotechnique G2PRO	ECR ENVIRONNEMENT	A_DIAG_G2PRO
Etude du contexte hydrogéologique	GEO.CP	A_DIAG_HYDROGEO
Diagnostic de localisation de vestiges archéologiques	ECR ENVIRONNEMENT	A_DIAG_ARCHEO
Levée de doute et investigations sur les sols à excaver	ECR ENVIRONNEMENT	A_DIAG_SOL
Rapport de repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	APAVE	A_DIAG_HAP
Diagnostic phytosanitaire des arbres à abattre	GBDR	A_DIAG_PHYTO
Diagnostic acoustique environnemental	JIBI ACOUSTIQUE	A_DIAG_ACOU
Dossier "Loi sur l'eau" relatif à la gestion des équilibres et des différents usages de l'eau	MAIRIE DE CARNAC	A_LOI SUR L'EAU
Avis du service de la police de l'eau de la DDTM sur le dossier "Loi sur l'eau" (EN COURS D'INSTRUCTION)	DDTM	A_AVIS LOI SUR L'EAU
Dossier d'autorisation environnementale d'abattage d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique	MAIRIE DE CARNAC	A_AUTORISATION ENVIR
Avis préfectoral autorisant l'abattage d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique	PREFECTURE	A_AVIS ENVIR
Compte rendu des fouilles archéologiques préventives (RAPPORT DEFINITIF EN COURS DE REDACTION)	INRAP	A_INRAP
Bilan de puissance global	ACFI	A_BILAN W
Tableaux de liste d'œuvres et de soclage primaire Lot 21	MUSEE DE CARNAC / PROJECTILES	A_T_OEUVRES_SOC
Bilan de puissance équipement audiovisuel	LUNDI8	A_BP_AV_01
Bilan de puissance calorifique équipement audiovisuel	LUNDI8	A_BPC_AV_01

La Ville se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications mineures au DCE.

En cas de modification majeure, le délai de réception des offres sera augmenté d'un minimum de 15 jours.

Il est précisé que toute modification au DCE fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus à cette adresse. La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté les messages en temps et en heure

3.2 - Communication durant la consultation

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent exclusivement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur: **Megalis**. Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée dans les meilleurs délais à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification.

Toute demande adressée par un autre canal ou à l'attention d'une autre personne que le représentant de l'acheteur via Megalis ne sera pas traitée.

En cas de non-respect de la consigne d'échanges via Megalis, le candidat pourra être rejeté de la procédure de passation.

3.3 - Forme juridique du candidat

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou groupés.

Il appartient aux candidats groupés de désigner expressément le mandataire dès le dépôt de leur candidature.

Dans le cadre des dispositions de l'article [R.2142-21](#) du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

La forme du groupement étant libre au stade de la candidature, le candidat est informé que, en cas de groupement attributaire, dans le cadre des dispositions de l'article [R.2142-22](#) du code de la commande publique, l'acheteur conclura le marché avec un groupement conjoint dont le mandataire sera solidaire des membres du groupement pour l'exécution du marché.

Considérant la complexité et la criticité des prestations requises pour la bonne exécution du présent marché, il est indispensable d'assurer une continuité et une fiabilité sans faille dans la réalisation des tâches attribuées. Afin de garantir au mieux les intérêts de l'acheteur public et de prévenir toute défaillance susceptible d'affecter l'achèvement du marché, il est imposé que le groupement d'opérateurs économiques attributaire adopte la forme d'un groupement conjoint avec un mandataire solidaire. Ce dernier sera financièrement engagé pour la totalité du marché, offrant ainsi une garantie solide de solvabilité et de capacité à répondre aux obligations contractuelles.

3.4 - Interdictions de soumissionner

Sont exclues de la procédure de passation de marché les personnes entrant dans l'un des cas visés aux articles [L.2141-1 à 6](#) du code de la commande publique.

En cas de redressement judiciaire, le candidat informera de lui-même l'acheteur et sera amené à produire le jugement conformément à l'article [R.2143-9](#) du code de la commande publique.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

3.5 - Monnaie de référence et langue utilisée : euro €, langue française.

Toute composante d'une offre rédigée dans une autre langue doit être accompagnée d'une traduction en français (valable pour chaque élément de l'offre ; mémoire, fiche technique etc).

3.6 - Date limite de réception des offres et délai de validité des offres

Les offres doivent parvenir à l'acheteur avant la date figurant en page de garde du présent document.

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres figurant en page de garde du présent document.

En cas de négociation pour les lots passés en procédure adaptée, le délai de validité s'applique également à compter de la date d'établissement de l'offre négociée ou de l'offre finale en cas d'offres négociées successives.

3.7 Modalités de remise des dossiers de candidature et dossiers d'offre

Les dossiers seront transmis exclusivement par voie électronique et impérativement via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : Megalis.

Le candidat pourra y retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (questions/réponses, dépôt de dossiers, négociation, attribution...). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer **une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure**, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Pour de plus amples informations, vous pouvez vous référer au **Guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics** destiné aux opérateurs économiques.

Les plis devront parvenir intégralement à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis et de manière conforme au décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par l'acheteur public. Dans ce cas, les documents sont scannés puis transmis par un dispositif dématérialisé.

Dans le cas où le candidat fait usage de la signature électronique, chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres. Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui le constitue.

ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER CANDIDATURES ET OFFRES

Les soumissionnaires devront constituer un dossier composé de 2 parties tel que demandé sur le profil acheteur Megalis. :

- Partie candidature (administrative et technique)
- Partie offre (technique et financière)

4.1 – Candidatures

Candidature administrative

Désignation des pièces	Document à fournir ou remplir	Forme souhaitée
Lettre de candidature du candidat individuel ou du groupement + Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés	DC1 dûment rempli En cas de groupement : 1 seul exemplaire, rempli par le mandataire	formulaires disponibles : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
Déclaration du candidat individuel ou du groupement	DC2 dûment rempli En cas de groupement, 1 exemplaire pour chaque membre du groupement)	
Habilitation du mandataire par les membres du groupement et l'étendue de cette habilitation	Document libre (1 exemplaire pour chaque membre du groupement)	
Délégation de pouvoir autorisant la personne à engager la société qu'il représente : <ul style="list-style-type: none"> - la personne signataire du marché (pour le candidat individuel et le mandataire d'un groupement), - La personne habilitant le mandataire (pour chaque membre du groupement) 	Document libre (1 exemplaire pour chaque membre du groupement)	K-bis ou document interne attestant et justifiant la délégation consentie
Si le candidat ou un membre du groupement est en redressement judiciaire	Copie du jugement	/
Document d'acceptation du sous-traitant <i>A transmettre au stade du dépôt du dossier si la sous-traitance est connue</i>	DC4 dûment rempli et accompagné des pièces justificatives	formulaire disponible via : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

Les candidats ont la possibilité de remplacer les DC1/DC2 par l'utilisation du [DUME \(document unique de marché européen\)](#).

Candidature technique

Désignation des pièces	Document à fournir ou remplir	Forme souhaitée
Capacités techniques	<ul style="list-style-type: none">- Présentation de moyens techniques et matériels adaptés à la nature des lots dont dispose le candidat pour la réalisation des prestations.- Attestation des services effectués les 5 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé <p><i>Ladite description devra permettre d'attester à répondre aux objectifs fixés par le cahier des charges.</i></p>	Forme libre
Présentation du groupement	<ul style="list-style-type: none">- Présentation générale et organigramme- Description des moyens humains en nombre et niveaux suffisants au vu de l'importance et des exigences de la présente mission (CV et diplômes des équipes affectées à la mission)- Méthodes et organisation de travail <p><i>Ladite déclaration devra permettre d'attester les capacités du soumissionnaire à réaliser les prestations</i></p>	
Références	<ul style="list-style-type: none">- Liste générale de références- Présentation de 3 références (livrées ou en cours) de moins de 5 ans de technicité et échelle équivalente au présent marché de travaux, avec mention et données du projet (MOA, typologie de projet, année, montant des travaux du lot)	
<p><u>Facultatif</u> : le candidat pourra compléter le document de présentation par tout moyen de preuves de compétences et qualifications notamment par des CV, certificats de qualification professionnelle, attestations de capacité délivrées par des acheteurs publics et privés, ou attestations de formation.</p>		

Selon les dispositions de l'article R2142-25 du code de la commande publique, il est précisé que l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les compétences, et références professionnelles de même nature que la présente consultation, nécessaires à la réalisation de la prestation notamment au regard du Cahier des Clauses Techniques Particulières, devront être présentées sous peine de rejet.

4.2 – Offres

Chaque candidat individuel ou groupement devra constituer un dossier d'offre comportant l'ensemble des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ainsi que les annexes éventuelles
- La DPGF dûment complétée, datée et signée
Il est précisé, s'agissant du cadre de décomposition du prix global forfaitaire, que le candidat devra chiffrer chaque poste ou, à défaut indiquera expressément la raison précise de l'absence de chiffrage (ex : regroupement de postes...). Les mentions « compris » et « pour mémoire » ne seront pas autorisées.
En cas de variante, une DPGF complète par variante devra être fournie.
Ce document sera à fournir impérativement en version PDF et Excel.
- Un mémoire technique et organisationnel de **30 pages maximum** (A4 recto/verso), clairement identifié et justifiant les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux
- Le(s) dossier(s) de sous-traitance complets si la sous-traitance est connue au stade du dépôt des offres

S'agissant du mémoire technique, il est précisé que le document, adapté au projet, comprendra un programme d'exécution en indiquant a minima :

- Durée prévisionnelle des différentes tâches, ainsi que l'organisation humaine et matérielle envisagée pour celles-ci en détaillant les enchainements avec les autres lots et les tâches critiques.
- Indications précises sur la compréhension des enjeux et contraintes particulières du chantier, au regard de l'ensemble des éléments fournis dans le DCE, mais également à l'appui de photos du site et/ou de schémas
- Méthodologie d'intervention et de suivi (organisation du chantier, mode opératoire, contraintes identifiées et dispositions prises pour y répondre, dispositions prises pour assurer la protection des ouvrages existants, moyens matériels mis en œuvre pour les travaux) ;
- Note sommaire indiquant les principales mesures prises visant à la protection de l'environnement,
- Moyens humains affectés à l'exécution du marché (encadrement, composition de l'équipe, qualification des personnels affectés, identification du référent de chantier) : note démontrant l'adéquation des moyens humains et techniques réellement affectés au chantier avec les travaux envisagés, sous-traitance envisagée ;
- Qualité des matériaux mis en œuvre (fiches techniques, performances environnementales des matériaux, garanties spécifiques) : note descriptive des mesures prises dans le cadre du chantier pour assurer le contrôle qualité de la prestation ;
- Indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants.

La remise du mémoire est obligatoire. En cas d'absence, l'offre sera rejetée de la procédure de passation.

Nota : La signature de chacune des pièces constitutives de l'offre est possible dès le dépôt du pli mais pas obligatoire : seul l'attributaire de chaque lot sera tenu de les signer.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 5 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 - Recevabilité et analyse des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours calendaires. Ce délai court à compter du lendemain du jour de l'envoi de la demande via le profil d'acheteur Megalis.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

A défaut de production des pièces dans le délai imparti, les candidatures concernées seront rejetées de la procédure.

5.2 - Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, dans les conditions prévues aux articles [L.2152-1](#) à [L.2152-4](#), [R.2152-1](#) et [R.2152-2](#) du Code de la commande publique, et donnera lieu à un classement des offres.

Concernant les offres irrégulières, il est précisé que la régularisation d'une offre est une simple faculté laissée à l'acheteur. Afin de garantir le principe d'égalité de traitement des candidats, si l'acheteur décide d'utiliser cette faculté, il invitera l'ensemble des candidats dont l'offre est irrégulière à régulariser leur offre, si celle-ci est régularisable, dans un délai approprié et identique pour chacun.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en améliorer le contenu ou d'en modifier des caractéristiques substantielles

Les critères et sous-critères, identiques pour chacun des lots, permettant de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse sont les suivants :

critère	pondération	points
1 – valeur technique	70%	70
2 – prix	30%	30

La pondération se transforme en points. L'offre retenue sera celle totalisant le plus grand nombre de points sur un total de 100 points, tous critères confondus.

1. Valeur technique de l'offre – 70%, notation sur 70 points

La valeur technique sera appréciée au vu des thèmes à développer dans le mémoire technique et organisationnel (30 pages maximum), comme suit :

Moyens humains et matériels	35
Présentation du personnel d'encadrement affecté au chantier (fiche ou CV des intervenants et répartition des tâches pour le personnel encadrant) Organigramme général du chantier et gestion des liens avec l'équipe de MOE et MOA	10
Moyens humains : personnel alloué au chantier pour s'assurer du bon respect des délais du chantier	10
Moyens matériels : matériel spécifiquement alloué aux travaux pour s'assurer du bon respect des délais du chantier et de la bonne exécution	5
Respect du planning d'exécution / identification des principales durées d'intervention par grands postes du lot Explication du planning et proposition d'optimisation pour respecter les délais de pré ouverture du musée en février 2028	10
Compréhension du projet et modes opératoires	25
<u>Lots bâtiment</u> : Compréhension globale du projet, évaluation des contraintes du site, du planning... et gestion de l'environnement immédiat	5
<u>Lots scénographiques</u> : Compréhension globale du projet, du parcours et des collections, évaluation des contraintes du site, du planning...	
Méthodologie et modes opératoires d'intervention concernant les principales tâches du lot Identification des tâches spécifiques	15
Fiches techniques de principaux produits	5
Prise en compte de la dimension environnementale du chantier	10
Présentation des dispositions prises par l'entreprise en rapport avec la protection de l'environnement	10

Pour chacun des sous-critères, l'offre technique considérée comme la plus qualitative obtiendra la note maximale allouée au sous-critère.

2. Prix des prestations – 30%, notation sur 30 points

Il est demandé à chaque entreprise de veiller à la qualité de sa DPGF et de vérifier ses métrés selon sa méthodologie de mise en œuvre.

Il est rappelé que chaque entreprise est responsable de son métré et que la décomposition des prix est globale et forfaitaire

Méthode de calcul de la note du critère prix :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) x Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = note maximale pouvant être obtenue (30 points)

ARTICLE 6 – NEGOCIATION

Pour les lots passés en procédure formalisée, aucune négociation ne sera réalisée.

Pour les lots passés en procédure adaptée, l'acheteur prévoit de recourir à une négociation avec les trois premiers soumissionnaires à l'issue du classement des offres initiales.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre et permettra aux soumissionnaire d'explicitier leur offre le cas échéant.

La négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à des échanges électroniques via le profil d'acheteur Megalis, ou si nécessaire donner lieu à une voire plusieurs rencontres de chacun des soumissionnaires invités à négocier. Ces rencontres donnant lieu à un relevé de conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le principe du respect d'égalité de traitement des soumissionnaires, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement. Le marché étant attribué au soumissionnaire dont l'offre sera classée première.

Suivra une mise au point du marché par l'établissement de nouvelles pièces ou d'une annexe à l'acte d'engagement, prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale. Les documents établis à l'issue de cette mise au point devront être signés de l'entreprise en vue de l'attribution définitive du contrat.

En application de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

L'attribution du marché est prononcée par l'acheteur public.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours à compter de la demande de l'acheteur public.

A l'issue de la consultation, aucune prime ne sera versée aux candidats non retenus.

ARTICLE 7 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les offres seront classées de la meilleure à la moins bonne. En cas d'égalité entre les offres, celle du soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note sur le critère valeur technique sera classée en meilleure position.

L'offre ayant obtenu la note la plus élevée sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation, sous réserve de la production des pièces suivantes dans un délai de 10 jours suivant l'envoi du courriel via le profil d'acheteur Megalis l'informant que son offre est

susceptible d'être retenue, conformément à l'article R.2144-4 du code de la commande publique :

documents obligatoires à transmettre avant l'attribution du marché	co-contracant visé		
	mandataire	cotraitant	sous-traitant
attestation de régularité fiscale (impots.gouv) *	✓	✓	✓
attestation de vigilance (URSSAF ou MSA) *	✓	✓	✓
liste nominative des travailleurs étrangers *	✓	✓	✓

**Documents datant de moins de 6 mois à date limite de réception des offres*

document obligatoire à transmettre dans un délai de 15 jours suivant la notification de marché			
attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle et de responsabilité décennale <i>peut être transmise au stade du dépôt</i>	✓	✓	✓

Le candidat a la possibilité de fournir l'ensemble de ces pièces au dépôt de son dossier.

A défaut de production des pièces dans le délai imparti, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après, sous les mêmes réserves.

L'acheteur public se réserve la possibilité de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché public.

ARTICLE 8 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En cas de désaccord, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, ou en cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation ou lors de l'exécution, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel Bizien – 3 Contour de la Motte
35044 RENNES
Tél : 02 23 21 28 28
Site internet : <https://rennes.tribunal-administratif.fr/>
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé-recours citoyen accessible via le site www.telerecours.fr.